



La lettre

Bulletin d'information
des conseillers généraux
communistes
de Seine-Maritime

de Nathalie NAIL

Mont Gaillard | Bléville | Dollemard

Construisons une politique au service du peuple

*Le monde souffre depuis plusieurs mois d'une des plus graves crises que le capitalisme ait provoquées. **L'industrie dans notre région est aujourd'hui en danger** : à la suppression de milliers de postes annoncés chez Renault et les équipementiers vient s'ajouter un chômage technique massif.*

Ce n'est pas en gavant les banques que nous sortirons de la crise

Tous les secteurs, des transporteurs aux prestataires de services, du commerce au bâtiment, sont touchés par la crise. Le gouvernement, loin de chercher à améliorer la situation, ne fait qu'aggraver la crise en affaiblissant le service public, au lieu de mettre à contribution les milliards d'euros versés aux puissances financières.

Pour vivre mieux, un changement de politique profond doit être à l'ordre du jour. Nous demandons, avec mes amis communistes dans les différentes institutions, que les salaires soient massivement augmentés pour relancer la consommation. **Un SMIC européen pourrait être créé**, et une politique novatrice d'aide aux entreprises serait mise en application : **faire crédit à très bas taux pour les entreprises qui choisissent l'emploi stable et les salaires**, à contrario nous aggraverions les taux d'intérêts pour celles qui font le choix de la précarité et des délocalisations.

Agir avec vous au quotidien

Je continuerai d'agir en 2009 pour que la gauche, offensive, porte cette **politique de changement**. Le 29 janvier, l'ensemble des organisations syndicales a appelé à une journée de grèves et de manifestations pour la défense de l'emploi, la hausse des salaires contre la précarité au travail et les régressions sociales. **Au quotidien, je serai à vos côtés pour vous défendre** : c'est l'intervention de chacun à tous niveaux qui permettra de faire reculer la politique de la droite.

Vous pouvez compter sur moi !
Nathalie Nail

Députée suppléante
Vice-Présidente du Département de Seine-Maritime
Conseillère Municipale du Havre

Pour me contacter :

Nathalie NAIL
Maison du Département
45, rue Lord Kitchener
76600 Le Havre

Vous pouvez demander
un rendez-vous
en téléphonant au :
02 32 74 59 65

Retrouvez-moi
sur le blog :
[http://www.nathalie.nail
.elus76.com](http://www.nathalie.nail.elus76.com)

Continuons la mobilisation pour le service public postal



Coup de tonnerre : après avoir annoncé en novembre que le projet de changement de statut de La Poste était repoussé, Nicolas Sarkozy vient de décider de transformer l'entreprise publique en société anonyme. Face à la crise financière qui décrédibilise de fait le recours aux marchés financiers, le président de la république continue dans son objectif de privatisation contre toute raison.

En promettant de solliciter les seuls capitaux publics, qui Nicolas Sarkozy croit-il tromper ? Chacun sait qu'une fois le changement de statut effectué, tous les outils juridiques seront en place pour livrer le service public préféré des français aux appétits voraces des financiers.

Avec mes amis Conseillers Généraux communistes, nous menons une bataille sans relâche pour que La Poste reste un grand service public. Ce combat rassemble des dizaines de maires de toutes sensibilités politiques du Département, soutenus par une large majorité de Français.

Le changement de statut des entreprises publiques a toujours été le prélude à la privatisation, entraînant une dégradation significative de la qualité du service rendu.

La Poste privatisée ?

Quelles conséquences chez nos voisins européens ?

Les expériences étrangères de privatisation du service postal se sont toutes soldées par une **réduction du nombre des bureaux de poste, par une forte augmentation des tarifs, et une perte de qualité de service** (suppression de tournées, licenciements,...). La gauche, rassemblée, est déterminée à faire échec à la privatisation. La libéralisation des services postaux est aujourd'hui un impératif commandé par les libéraux européens au pouvoir.

Regardons les résultats de l'ouverture à la concurrence : dans les pays où les services postaux sont déjà libéralisés, le service rendu s'est profondément dégradé, et des milliers d'emplois ont été supprimés. **En Suède, sur 2200 bureaux 1800 ont disparu tandis que le prix du timbre a explosé.** Les horaires d'ouverture des agences postales se sont réduits. Par contre, les dividendes versés aux actionnaires, eux, ont explosé...

en bref...

Travailler plus pour... travailler plus !

C'est la nouvelle politique du gouvernement : puisque les salaires sont faibles et que les Français n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois, pourquoi ne pas les faire travailler le dimanche ? C'est la réponse à la crise de Sarkozy.

Mais devant le lever de bouclier des élus et des citoyens, il a fini par faire «reporter» l'examen du texte. Les parlementaires communistes restent mobilisés pour que cette mesure soit définitivement enterrée.

Supprimer les départements ?

C'est un des projets de la droite, et il est particulièrement dangereux. Echelon de proximité, acteur majeur de la solidarité, les Départements sont indispensables.

Ce n'est pas d'un regroupement avec les régions que les habitants du département ont besoin, mais des moyens nécessaires que l'Etat refuse de leur accorder (tout en leur transférant toujours plus de compétences).

La droite continue d'étrangler les collectivités **Baisse des dotations, Transfert de charges financièrement non compensées...**

A l'occasion du vote du budget 2009 au Département, nous nous sommes engagés dans la bataille politique pour des ressources nouvelles pour les collectivités locales afin de répondre aux besoins des habitants. Depuis des années, nous sommes à l'initiative pour que soient correctement financées les collectivités locales.

Ces ressources nouvelles pourraient être, comme nous le réclamons, assurées notamment par l'intégration des actifs financiers dans la base de calcul de la Taxe Professionnelle. Mettre les actifs financiers des entreprises à contribution à hauteur de 0,5% rapporterait de 20 à 25 milliards d'euros au plan national.

On est en droit d'attendre que les plus riches ne soient plus épargnés et participent enfin à la solidarité nationale, pour qu'enfin toutes les richesses y contribuent, y compris celles de la bourse.

Relancer l'industrie fragilisée par les spéculateurs

Empêcher les suppressions d'emploi partout

Nous avons proposé, avec nos collègues élus communistes à la Région, que la Haute-Normandie soit à l'origine d'un forum sur la filière automobile où l'ensemble des acteurs concernés pourrait réfléchir à des solutions alternatives aux suppressions d'emplois. Tous regrettent aujourd'hui que la réponse du Président de la Région, Alain Le Vern, ait été négative.

Nous y aurions développé nos propositions, comme celle de la création d'un fond régional destiné à prêter de l'argent aux entreprises en fonction de leur politique pour l'emploi.

En attendant, le Département, à la demande des Conseillers Généraux communistes, organise une réunion regroupant les deux commissions économiques du Département et de la Région pour y discuter de la situation économique en Seine-Maritime. En ce qui concerne notamment la filière automobile en général, et Renault en particulier, nous y renouvèlerons nos exigences (compensation des pertes salariales dues au chômage partiel entre autres)

Impulser une nouvelle politique d'aide aux entreprises

Les petites et moyennes entreprises ont des difficultés à obtenir des prêts bancaires. Plutôt que des aides financières directes distribuées parfois sans contrôle, nous préconisons de privilégier l'accès à l'emprunt pour les entreprises qui en ont besoin, en fonction de la politique menée en matière d'emploi et de formation des salariés.

Une réflexion est actuellement menée à notre demande au Conseil Général pour «analyser la pertinence de nos aides économiques actuelles, essentiellement attribuées pour le moment sous forme de subventions, et éventuellement y substituer d'autres formes d'accompagnement financier».

Nos propositions entrent pleinement dans ce cadre.

Ressources nouvelles ? Mais où prendre l'argent ?

De nouvelles ressources pour les collectivités, c'est :

- Taxer les revenus financiers
- L'augmentation des dotations d'Etat qui stagnent voire baissent depuis des années.
- La compensation intégrale des charges décentralisées (perte estimée sur 4 ans pour le Conseil Général : 153 millions d'euros).
- Des mesures permettant aux collectivités de bénéficier de prêts préférentiels.
- Suppression du bouclier fiscal (+15 milliards d'€ dans les caisses de l'Etat)



Nathalie NAIL avec Daniel PAUL votre Député et Jacky HENIN, votre Député Européen au côté des salariés de Renault Sandouville

France 3 Baie De Seine : l'édition de 19^h55 passe à la trappe

C'est avec stupeur que les Havrais et les journalistes locaux ont pris connaissance de la suppression de cette édition du journal local très regardée par les habitants de la Baie de Seine. Conséquence directe de la baisse des financements de l'audiovisuel public, de nombreuses éditions locales sont supprimées en France. Cette situation inacceptable a été dénoncée dans un voeu présenté par l'opposition et adopté à l'unanimité du Conseil Municipal. (à suivre...)

Vote du Budget de la Ville Du Havre :

Avec mon groupe «Le Havre à gauche», nous avons dénoncé un budget «d'une rare violence» pour les Havrais : augmentation des impôts directs et indirects, du stationnement, des tarifs des services municipaux, etc... Nous avons réclamé l'abandon du projet de tour du futur Centre de la mer, projet démesuré et extrêmement coûteux : 400 000 euros pourraient être économisés en 2009 !

Et en abandonnant le projet de regroupement Carco/Kergomard, ce serait 2 000 000 euros qui seraient ainsi économisés.

Je suis intervenue lors du Conseil Municipal pour demander au maire et à ses amis du gouvernement de maintenir les dotations de l'Etat, au vu de la situation sociale difficile de notre ville. Un comble : le budget du CCAS n'augmente que de 0,0007% !

Une certitude : ce n'est pas avec les mesures de la droite que les Havrais auront la vie plus facile.

en direct du Havre...

Stationnement payant version 2009 Rufenacht augmente les tarifs et les horaires



Une nouvelle fois lors du conseil municipal de fin décembre, la question du parking payant était à l'ordre du jour. Lorsqu'est arrivée la délibération concernant l'achat de nouveaux horodateurs, je suis intervenu au nom du groupe d'opposition «Le Havre à gauche» pour m'indigner une nouvelle fois devant cette ponction injuste dans le porte-monnaie des Havrais : «Voilà donc, Monsieur Le Maire, votre cadeau pour la nouvelle année, le prix du stationnement multiplié par deux et l'extension du parc payant : c'est la double peine pour les Havrais ! Votre méthode est toujours la même : aucune concertation ni avec les résidents, ni avec les commerçants».

« Les parkings du Havre seront à terme tous payants »

Antoine RUFENACHT, au Conseil Municipal du 22 Décembre 2008.

Lors de ce même Conseil Municipal, Antoine RUFENACHT a déclaré que «dans quelques années, la quasi-totalité de la Ville du Havre sera sous un régime de stationnement payant».

C'est réjouissant ! **Alors que la droite locale se lance dans des constructions pharaoniques hasardeuses, c'est une fois de plus aux havrais de mettre la main à la poche.** Avec mes collègues de l'opposition, je participe aux actions du comité anti-racket et vous invite à rejoindre les milliers de havrais en colère qui ont signé la pétition sur internet.

www.carlehavre.org

Hôpitaux

Le Plan de retour à l'équilibre, actant la suppression de 400 emplois supplémentaires, a été adopté de justesse, face à la mobilisation des administrateurs de gauche. Aujourd'hui, l'accès aux soins pour tous inquiète largement et la seule réponse de l'Etat est de crier «haro» sur les dépenses hospitalières comme si elles étaient à elles seules responsables du déficit de l'Assurance Maladie. Or, de l'argent, il y en a : 400 milliards offerts par Sarkozy pour les banques, combien pour l'hôpital ? Rappelons que le fameux «trou de la sécu» représentait «seulement» 12 milliards d'euros l'an passé...

Cela fait maintenant plus de trois ans que nous nous battons pour que le parking de l'hôpital public Jacques Monod redevienne gratuit. Antoine Rufenacht (Président de la CODAH, du Conseil d'Administration de l'Hôpital, Maire du Havre) est resté sourd aux protestations des usagers et cette situation injuste perdure. La droite manifeste clairement sa volonté de favoriser le secteur hospitalier privé : parking gratuit aux Ormeaux, gratuit sur la future clinique du plateau avec accès direct au tramway ; mais pour Monod, c'est payant !

Nous demandons la reprise de la délégation accordée à la société de parking qui le gère. C'est une de nos priorités, que nous voulons inclure dans le contrat d'agglomération avec le Conseil Général et la Région.

Ecoles...

Il y a quelques mois, la majorité municipale de droite a annoncé le regroupement des écoles Carco et Kergomard. Outre le fait de créer ainsi une structure pré-élémentaire de 13 classes dans un quartier où les difficultés scolaires sont importantes ; ce non-sens pédagogique a été une fois de plus fait sans aucune concertation, ni avec les parents, ni avec les enseignants. **La droite continue sa politique destructrice du service public de l'éducation, cette fois au profit des promoteurs immobiliers. Restons vigilants, combatifs et ne laissons pas faire!**